

RAPPORT ANNUEL 2012



SOCIÉTÉ DU PORT DE MERTERT
Société anonyme





SOMMAIRE

4	MESSAGE DU PRESIDENT
6	ORGANES STATUTAIRES DE LA SOCIETE
8	SECURITE
14	RAPPORT D'ACTIVITE 2012
16	DONNEES STATISTIQUES GENERALES: ANNEE 2012
20	TRAFIC FLUVIAL PORT MERTERT
21	EVOLUTION DES PRINCIPAUX PRODUITS
22	BILAN ACTIF
23	BILAN PASSIF
24	ANNEXE AU BILAN
28	COMPTE DE PROFITS ET PERTES
30	ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS
35	RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES



Message du Président

La compétitivité du mode routier, agressive et largement plus flexible sur certains trafics, impose toujours un nivellement du marché du transport par voie navigable vers le bas.

De nouvelles préoccupations poussent cependant maintenant à donner plus d'importance aux transports alternatifs à la route:

- environnementales comme notamment l'élévation probable à terme des coûts de carburant, le dérèglement climatique lié aux émissions de gaz, dans lesquelles le transport routier a une responsabilité non négligeable, et l'augmentation des contraintes du tout camion;
- locales, comme notamment la saturation aux heures de pointe des axes routiers surtout en périphérie des grandes agglomérations;
- d'accès aux grands ports qui ont besoin de modes de transports lourds avec l'objectif de développer les modes alternatifs à la route.

Face à cette situation, la voie d'eau, dans le cadre d'une offre multimodale, doit répondre à tous les niveaux aux besoins des différents secteurs économiques, à la fois en termes de capacité, de nature de prestations logistiques et de coûts d'acheminement.

Afin de pouvoir répondre au développement du trafic fluvial voulu et porté par le Gouvernement, les grandes actions de maintenance du site portuaire réalisées ces dernières années et celles programmées à venir assureront la disponibilité et la fiabilité des ouvrages et des voies de circulation internes au port.

Bref, le transport fluvial est fiable, rapide, ponctuel, écologique et économique.

Le potentiel de développement du transport fluvial est considérable. La route étant saturée et le rail ayant de grandes difficultés à accroître sa capacité de transport de fret aux heures de pointe et autour des agglomérations, la voie d'eau apparaît de plus en plus comme la solution d'avenir.

La sécurité est un des atouts majeurs du transport fluvial.

Comparé aux autres modes de transport, les risques d'accident de navigation sont extrêmement limités, ce qui rend le transport fluvial de marchandises dangereuses, comme par exemple les produits pétroliers, très attractif et, selon des études récentes, 1 00 à 300 fois plus sûr que le transport routier.

Le matériel de navigation a fortement évolué ces dernières années. Aujourd'hui, des bateaux

modernes, de tous types et de toutes dimensions, équipés des dernières technologies en matière de télécommunication et d'appareils d'aide à la navigation permettent de répondre aux attentes les plus diverses des chargeurs.

Tout peut être transporté par bateau et manutentionné dans le port de Mertert, grâce à du matériel de manutention sur place, du plus simple au plus spécialisé.

Le «just in time» est aujourd'hui un facteur déterminant dans le choix du mode de transport. Le transport fluvial ne subit pas les encombrements et les restrictions de la circulation routière. Grâce à une bonne programmation et à une coordination efficace entre chargeurs, affréteurs et transporteurs, les marchandises arrivent à bon port, dans le temps. Un autre élément non-négligeable est le fait qu'un bateau peut servir de stock flottant.

Sur le plan du respect de l'environnement, le transport fluvial induit nettement moins de nuisances que le transport routier. Grâce à des moteurs plus propres et plus performants, le transport fluvial peut clairement faire partie des solutions à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés par le protocole de Kyoto.

Des études convergentes ont montré que le transport fluvial permettait une réduction de la

consommation d'énergie de 3 à 6 fois par rapport au transport routier.

Dans un contexte économique difficile, la Société du Port offre ses services pour jouer l'intermédiaire entre le manutentionnaire en place et des sociétés voulant offrir des prestations à partir de la plate-forme trimodale du port de Mertert.

Ainsi, des opérations de logistique (transports, manutentions, stockages, conditionnement, transformations, etc.) sont facilitées par des acteurs expérimentés comme les bateliers, les manutentionnaires, les affréteurs etc.

Le transport fluvial peut ainsi revendiquer une prise en compte de plus en plus importante dans la chaîne logistique. Dans ce contexte le conteneur est l'unité de transport intermodal par excellence étant donné qu'il permet de transporter les marchandises les plus variées. Il est le complément idéal d'un transport fluvial pour effectuer le pré- ou post-acheminement entre le lieu de départ ou d'arrivée, situé en dehors de la voie d'eau, et la plateforme multimodale où les barges porte-conteneurs assurent la liaison avec les ports maritimes.

Jeannot Poeker



ORGANES STATUTAIRES DE LA SOCIETE

CONSEIL D'ADMINISTRATION jusqu'au 16 mai 2012

Secteur public

- | | |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| * Jeannot POEKER | Inspecteur ppal 1 ^{er} en rang au Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des transports, Helmsange, Président |
| * Guy AREND
Max NILLES | Inspecteur ppal 1 ^{er} en rang au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Luxembourg
Conseiller de direction adjoint au Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des transports, Luxembourg |
| * Guy TOUSSIN
Jean-Luc KAMPHAUS | Directeur adjoint à l'Administration des Ponts et Chaussées, Luxembourg
Conseiller de direction 1 ^{ère} classe au Ministère des Finances, Luxembourg |

Secteur privé

- | | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| * José DAHM
Jean-Michel DENGLER | Ingénieur civil e.r., Messancy, Belgique, Vice-Président
Managing Director, ArcelorMittal Belval & Differdange, Dudelange |
| Paul EMERING
* Jacques KOCH | Director of L.S.C., Junglinster
General Manager, ArcelorMittal Purchasing and Procurement Europe, Esch-sur-Alzette |
| * Jean PFEIFFENSCHNEIDER | Managing Director de la BGL BNP Paribas, Luxembourg |
| * Membres du Comité de Direction | |

REPRÉSENTANTS COMMUNAUX jusqu'au 16 mai 2012

- | | |
|-----------------|-------------------------------------------------------|
| Robert STAHL | Bourgmestre de la Ville de Grevenmacher, Grevenmacher |
| Gust STEFANETTI | Bourgmestre de la Commune de Mertert, Wasserbillig |

COLLÈGE DES COMMISSAIRES

Secteur public

- | | |
|-----------------|----------------------------------------------------------------|
| Gaston REINESCH | Administrateur général au Ministère des Finances, Schiffflange |
|-----------------|----------------------------------------------------------------|

Secteur privé

- | | |
|-----------------|---------------------------------------------------------------|
| Raymond LEHNERT | Directeur financier e.r., ArcelorMittal Luxembourg, Dudelange |
|-----------------|---------------------------------------------------------------|



CONSEIL D'ADMINISTRATION à partir du 16 mai 2012

Secteur public

- | | |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| * Jeannot POEKER | Inspecteur ppal 1 ^{er} en rang au Ministère du Développement durable et des Infrastructures - |
| * Guy AREND | Département des transports, Helmsange, Président |
| Max NILLES | Inspecteur ppal 1 ^{er} en rang au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Luxembourg |
| * Guy TOUSSIN | Conseiller de direction adjoint au Ministère du Développement durable et des Infrastructures - |
| Jean-Luc KAMPHAUS | Département des transports, Luxembourg |
| | Directeur adjoint à l'Administration des Ponts et Chaussées, Luxembourg |
| | Conseiller de direction 1 ^{ère} classe au Ministère des Finances, Luxembourg |

Secteur privé

- | | |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| * Claude WENGER | Executive Manager, Arcelor Mittal, Luxembourg |
| Jean-Michel DENGLE | Managing Director, ArcelorMittal Belval & Differdange, Dudelange |
| Pierre GRAMEGNA | Directeur général, Chambre de Commerce, Esch-sur-Alzette |
| * Jacques KOCH | General Manager, ArcelorMittal Purchasing and Procurement Europe, Esch-sur-Alzette, Vice-Président |
| * Marc SCHRÖNEN | Directeur, Banque Internationale à Luxembourg, Bissen |
| * Membres du Comité de Direction | |

REPRÉSENTANTS COMMUNAUX à partir du 16 mai 2012

- | | |
|-----------------|-------------------------------------------------------|
| Léon GLODEN | Bourgmestre de la Ville de Grevenmacher, Grevenmacher |
| Gust STEFANETTI | Bourgmestre de la Commune de Mertert, Wasserbillig |

COLLÈGE DES COMMISSAIRES

Secteur public

- | | |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gaston REINESCH | Administrateur général au Ministère des Finances, Schiffange (jusqu'au 29 mars 2013) |
| Raoul WIRTZ | Attaché de Gouvernement 1 ^{er} en rang au Ministère des Finances, Luxembourg (à partir du 29 mars 2013) |

Secteur privé

- | | |
|-----------------|---------------------------------------------------------------|
| Raymond LEHNERT | Directeur financier e.r., ArcelorMittal Luxembourg, Dudelange |
|-----------------|---------------------------------------------------------------|

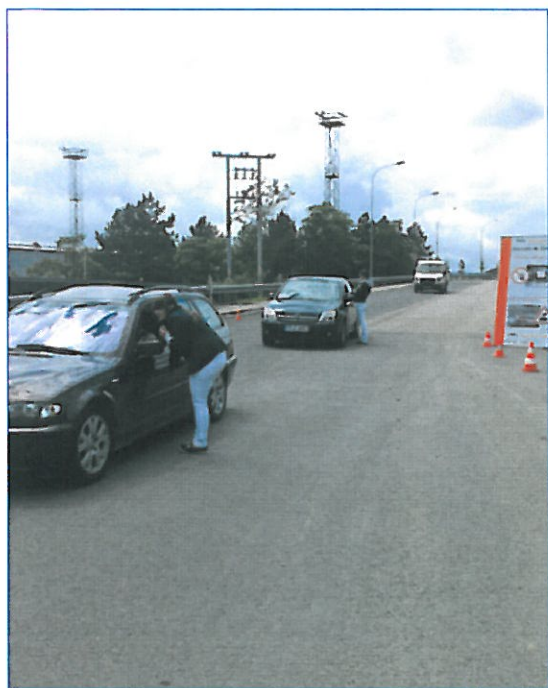
DIRECTION

- | | |
|----------------|------------------------|
| Jeannot POEKER | Administrateur-délégué |
|----------------|------------------------|

SECRÉTARIAT

- | | |
|-----------------|-------------------------|
| Martine ZIMMER | assistante de direction |
| Danielle JECKEL | Secrétaire |





LA SECURITE PRISE AU SERIEUX AU PORT DE MERTERT

En date du 6 juin 2012, une action de sécurité a été lancée sur initiative de la Société du Port afin de sensibiliser les camionneurs et toute autre personne circulant sur le site portuaire.

Des brochures de sécurité résumant les consignes à respecter ont été distribuées tout au long de la journée, tout en rappelant aux chauffeurs les limites de vitesse ainsi que les priorités à respecter sur l'ensemble du site portuaire.

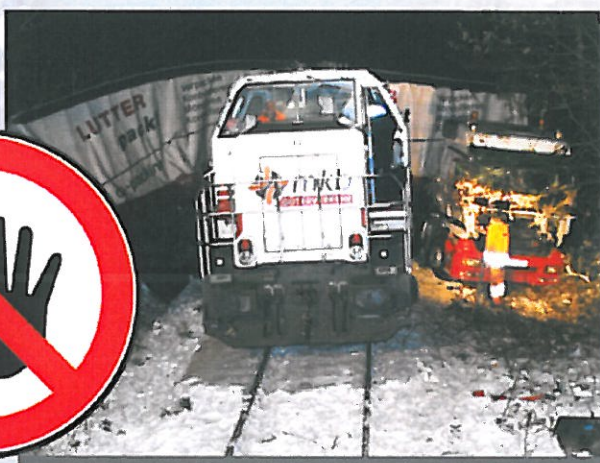




SOCIETE DU PORT DE MERTERT
Société anonyme

JOURNÉE SÉCURITÉ

**! Priorité aux
véhicules
sur rails !**



**Veillez à la
sécurité au
port de Mertert,
respectez les
consignes!**



SOCIETE DU PORT DE MERTERT
Société anonyme



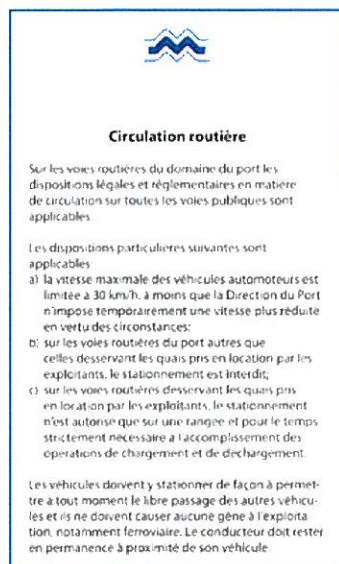
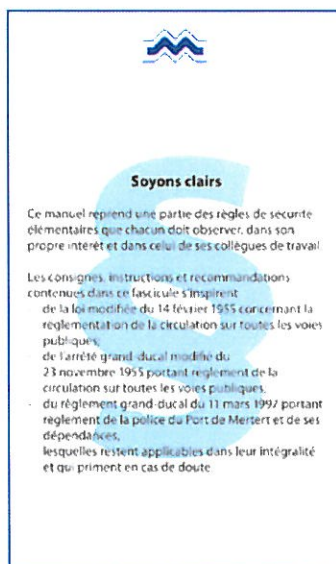
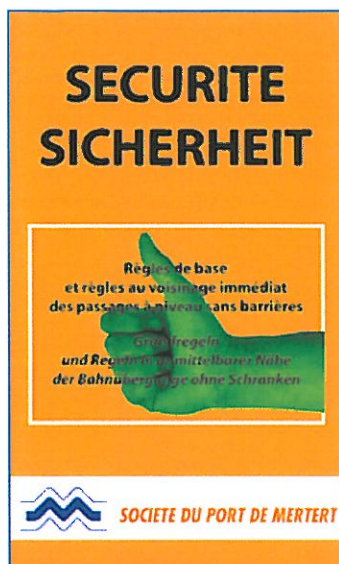
CFL cargo



MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES INFRASTRUCTURES
Administration des Routes et des Chaussées
Espaces de transport



SOCIETE DU PORT DE MERTERT



SECURITE SICHERHEIT

Règles de base
et règles au voisinage immédiat
des passages à niveau sans barrières

Grundregeln
und Regeln in unmittelbarer Nähe
der Bahnübergänge ohne Schranken



SOCIETE DU PORT DE MERTERT



Klarstellung

Dieses Handbuch enthält einen Teil der elementaren Sicherheitsregeln, die jeder in seinem eigenen Interesse sowie im Interesse seiner Arbeitskollegen beachten muss.

Als Grundlage für alle Maßnahmen, Anweisungen und Empfehlungen, die in diesem Band enthalten sind, dienen das abgeänderte Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen, der abgeänderte großherzogliche Beseß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen, das großherzogliche Reglement vom 11. März 1992 über die Polizeigewalt im Hafen von Mertert und seinen Liegeplätzen, die ihre volle Gültigkeit behalten und im Zweifelsfall maßgebend sind.



Allgemeine Vorsichtsmassnahmeregel

Jeder ist gehalten sich vernünftig und vorsichtig zu benehmen um nicht andere Personen oder Güter in Gefahr zu bringen, keine Schäden herbeizuführen oder andere Personen übermäßig zu behindern.



Hafenbeschilderung und Anweisungen der Hafengesellschaft

Alle Personen sind gehalten die Beschilderung welche durch die Hafengesellschaft aufgestellt wurde zu respektieren, sowie den schriftlichen und mündlichen Anweisungen der Hafengesellschaft Folge zu leisten welche diese im Sinne des Betriebes des Hafens, der Sicherheit der Personen und Güter, des Verkehrs auf Wasser, Schiene und Straße, sowie des Umweltschutzes geben.



Bewegungen im Hafengebiet

Allen Personen welche sich im alkoholisierten Zustand sowie unter Einfluss von Alkohol, sinnestörenden Mitteln oder Drogen befinden ist das Bewegen auf dem Hafengelände untersagt.

Ausgenommen für dienstliche Bewegungen ist es untersagt sich im Aktionsradius von Hafengebundenen Maschinen zu bewegen sowie diese zu berühren.



- sich auf die Schienen zu begeben, sowie
- sich auf die Waage zu begeben,
- auf einen Eisenbahnwagen zu steigen

Die Personen die sich im Hafengelände bewegen unterliegen den Anweisungen welche ihnen von der Hafengesellschaft gegeben werden. Desweiteren unterliegen sie den Anweisungen der Betreiber in diesem genehmigten Raum, sowie der Eisenbahngesellschaft im Schienenbereich.



Verkehrsbewegungen im Strassenbereich

Die Strassen im Hafengebiet unterliegen der Reglementierung des Verkehrs auf den öffentlichen Strassen.

Folgende abweichende Regeln sind anwendbar:
a) die Geschwindigkeit ist auf 30 km/h beschränkt.
Die Hafengesellschaft kann zeitweise dieses Limit den Gegebenheiten nach, nach unten anpassen.
b) das Stationieren entlang der Strassen mit Ausnahme der Strassen welche zu den Betreibern führen, ist untersagt.
c) entlang der Strassen welche zu den Hafenbecken führen ist das Stationieren nur auf einer Seite erlaubt und nur für die strikt notwendige Zeit zum Be- und Entladen.

Das Passieren anderer Fahrzeuge muss fortwährend gewährleistet sein. Der Fahrer muss sich stets in der Nähe seines Fahrzeuges befinden.



Bahnübergänge mit Andreaskreuz



Das Verkehrszeichen B. 7a oder das Verkehrszeichen B. 7b wird in unmittelbarer Nähe der Bahnübergänge aufgestellt, die keine Schranken haben. Beim Fehlen einer beleuchteten Signalanlage für das Herannahen von Schienenfahrzeugen auf öffentlichen Strassen mit sehr wenig Verkehr zeigt das Verkehrszeichen B. 7a oder das Verkehrszeichen B. 7b den Führen von Fahrzeugen an, dass sie beim Herannahen eines Schienenfahrzeuges sofort den Schienenstrang frei

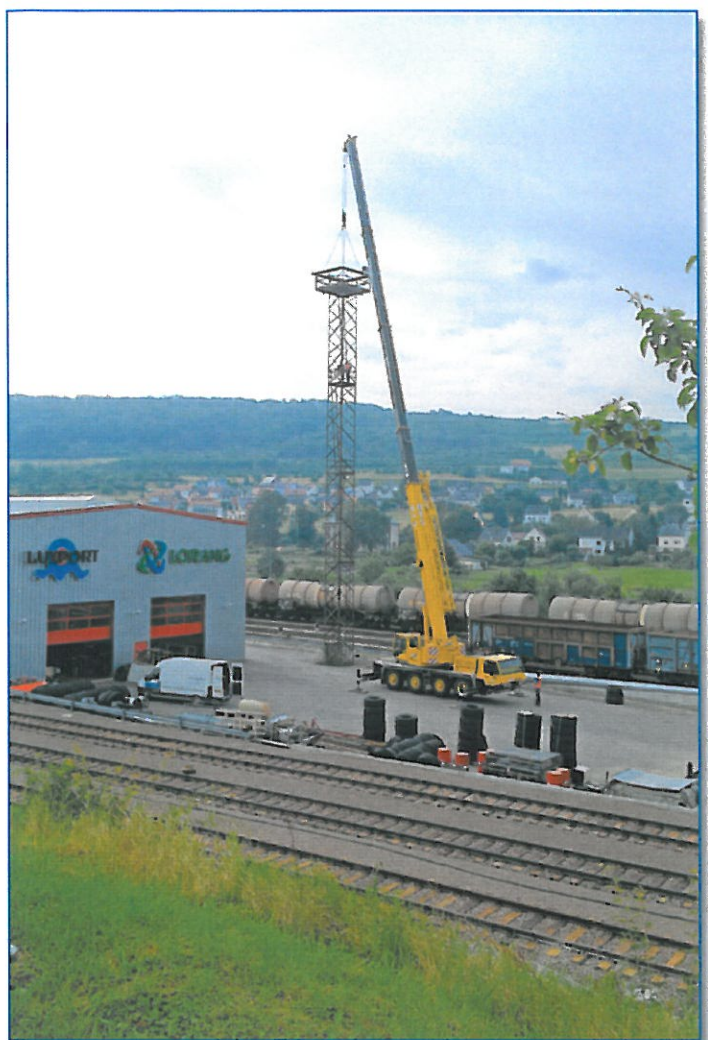


machen und sich davon entfernen müssen, um den Schienenfahrzeugen die Durchfahrt zu ermöglichen.

Es ist verboten, einen Bahnübergang zu überqueren oder dessen Überqueren zu versuchen, wenn ein oder mehrere feste oder blinkende rote Lichter aufleuchten. Desgleichen verbietet die Anweisung eines Agenten der Eisenbahnen, die entweder durch ein rotes Licht oder durch ein Hilfsmittel gegeben wird, jedem Verkehrsteilnehmer, sich auf den Bahnübergang zu begeben.



SOCIETE DU PORT DE MERTERT



Enlèvement des anciens
mâts d'éclairage du réseau
ferré interne

Placement
des nouveaux mâts





Enlèvement de l'ancienne bascule



RAPPORT D'ACTIVITE 2012

Port de Mertert

Le trafic global du complexe portuaire au 31.12.2012, dépendance de Bech-Kleinmacher et trafics terrestres inclus, a atteint **1.092.110 t** contre **1.172.564 t** en 2011, soit une diminution de **80.454 t** ou **6.86%**.

Le trafic terrestre portuaire a enregistré au total (y compris celui à destination de la zone industrielle) une baisse de 37.618 t pour atteindre 278.115 t.

TRAFIC PORTUAIRE

Le courant export a enregistré au total une augmentation de 59.045 t ou 47,60% et a atteint 183.086 t en 2012 par rapport à 124.041 t en 2011.

Parmi les produits-piliers, il y a lieu de relever une hausse essentielle des produits sidérurgiques de 54.773 t ou 46,09% pour atteindre 173.608 t.

Les divers avec un tonnage de 9.478 ont également augmentés de 4.272 t ou 82,07%.

Le courant import a totalisé 535.382 t et marque ainsi une diminution de 124.276 t ou 18,84%.

Les ferrailles avec un tonnage de 28.185 t ont régressé fortement de 91.917 t ou 76,53%.

Le trafic pétrolier a enregistré en 2012 une baisse de 5.908 t ou 1,35%, pour ainsi atteindre 433.164 t.

Les matériaux de construction ont augmenté de 6.511 t ou 38,80% pour se fixer à 23.290 t. Les produits agricoles ont enregistré une diminution de 2.614 t ou 5,22% pour atteindre 47.417 t.

Les divers ont régressé de 26.170 t ou 88,72% pour arriver à 3.326 t.



Le trafic sidérurgique dans son ensemble, exportations et importations fluviales confondues, a atteint en 2012 un tonnage total de 201.793 t par rapport à 243.115 t en 2011.

Le trafic de la dépendance de Bech-Kleinmacher a enregistré une augmentation de 22.394 t ou 30,62% pour se fixer à 95.526 t.

Le trafic «terrestre port» a également baissé en 2012 et ceci de 11.714 t ou 9,80% pour atteindre 107.830 t.

Le trafic «terrestre zone industrielle port» a régressé de 25.904 t ou 13,20% pour se fixer à 170.285 t.



DONNEES STATISTIQUES

Unité:

TRAFIC GLOBAL GENERAL

TRAFIC FLUVIAL PORT

exportations

importations

EXPORTATIONS	2012	2011	2010	2009	diff. 11/12%	diff.10/12%	diff. 09/12%
produits sidérurgiques	173.608	118.835	140.798	112.675	+46,09%	+ 23,30%	+ 54,08%
dont: laminés finis et							
demi-produits	173.608	118.835	140.798	112.675	+46,09%	+ 23,30%	+ 54,08%
ferraille	0	0	0	0	0,00%	0,00%	0,00%
divers	9.478	5.206	3.911	4.575	+ 82,07%	+ 142,35%	+ 107,18%

TRAFIC DEPENDANCE BECH-KLEINMACHER *

exportations et importations

nombre de bateaux

TRAFIC TERRESTRE PORT *

TRAFIC TERRESTRE ZONE INDUSTRIELLE PORT *



GENERALES: ANNEE 2012

Tonne

	2012	2011	2010	2009	diff. 11/12%	diff. 10/12%	diff. 09/12%
	1.092.110	1.172.564	1.267.421	987.887	-6,86%	-13,83%	+10,55%
	718.469	783.699	831.847	691.115	-8,32%	-13,63%	+ 3,96%
	183.086	124.041	146.969	117.250	+47,60%	+24,57%	+ 56,15%
	535.382	659.658	684.878	573.865	-18,84%	-21,83%	- 6,71%

IMPORTATIONS	2012	2011	2010	2009	diff. 11/12%	diff. 10/12%	diff. 09/12%
produits sidérurgiques	28.185	124.280	135.372	49.250	-77,32%	- 79,18%	-42,77%
dont: mat. premières	28.185	120.102	132.472	49.250	-76,53%	- 78,72%	-42,77%
produits finis							
et demi-produits	0	4.178	2.900	0	- 100,00%	- 100,00%	0,00%
charbon	0	0	7.353	30.947	0,00%	- 100,00%	-100,00%
produits pétroliers	433.164	439.072	436.266	433.973	- 1,35%	- 0,71%	-0,19%
mat. de construction	23.290	16.779	20.987	5.875	+38,80%	+10,97%	+296,43%
produits agricoles	47.417	50.031	55.323	37.209	-5,22%	- 14,29%	+27,43%
divers	3.326	29.496	29.577	16.611	-88,72%	- 88,75%	+79,97%

	2012	2011	2010	2009	diff. 11/12%	diff. 10/12%	diff. 09/12%
Nombre de bateaux port	571	673	645	525	- 15,16%	- 11,47%	+ 8,76%
dont: chargés	143	128	154	127	+ 11,72%	- 7,14%	+ 12,60%
déchargés	428	545	491	398	- 21,47%	- 12,83%	+ 7,54%

	2012	2011	2010	2009	diff. 11/12%	diff. 10/12%	diff. 09/12%
	95.526	73.132	129.470	73.144	+30,62%	- 26,22%	+30,60%
	93	61	73	47	+52,46%	+ 27,40%	+97,87%
	107.830	119.544	132.062	93.223	-9,80%	- 18,35%	+15,67%
	170.285	196.189	174.042	130.405	- 13,20%	- 2,16%	+30,58%

* compris dans le trafic global général

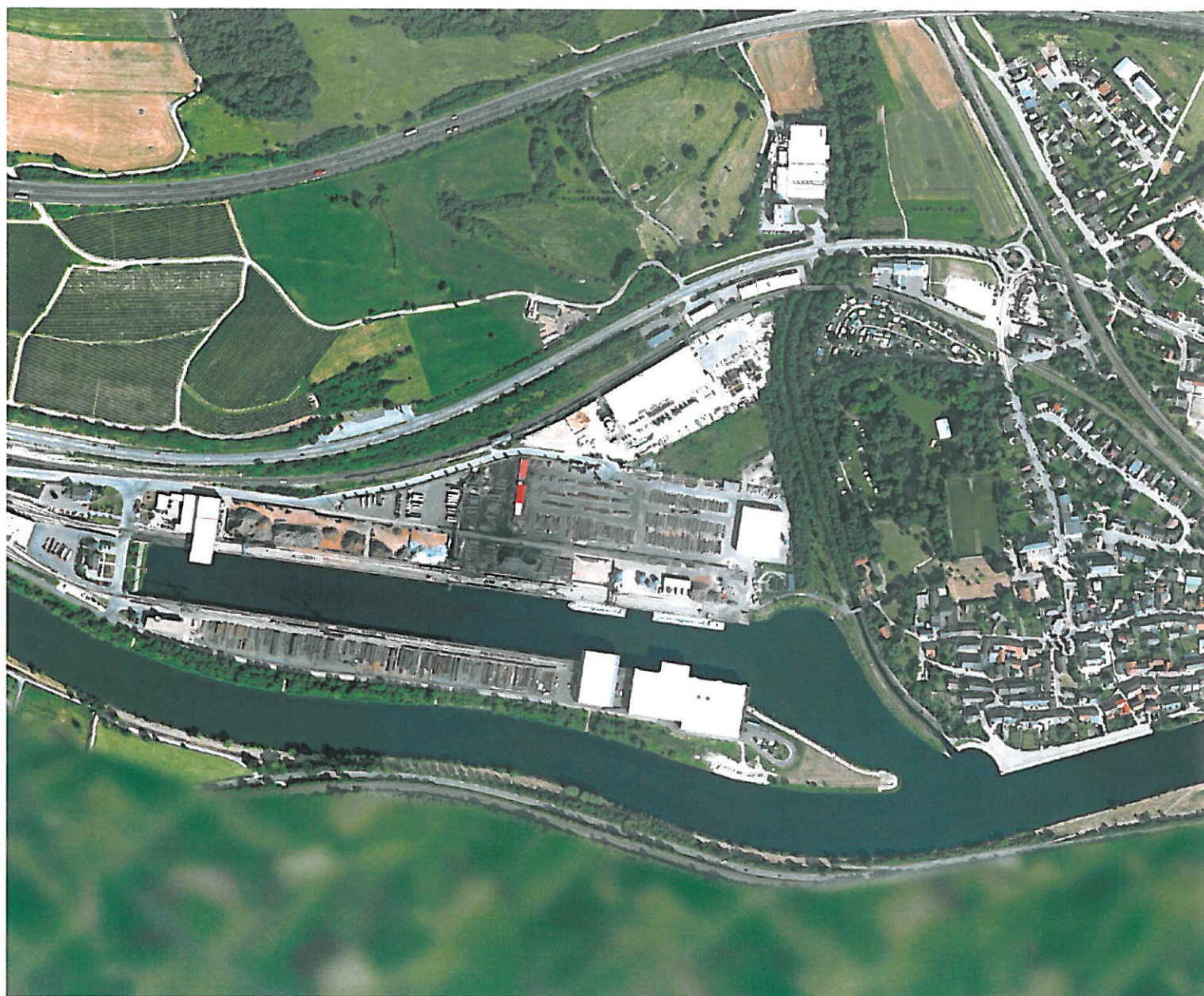




Le port de Mertert

© Orthophotos: Administration du Cadastre et de la Topographie

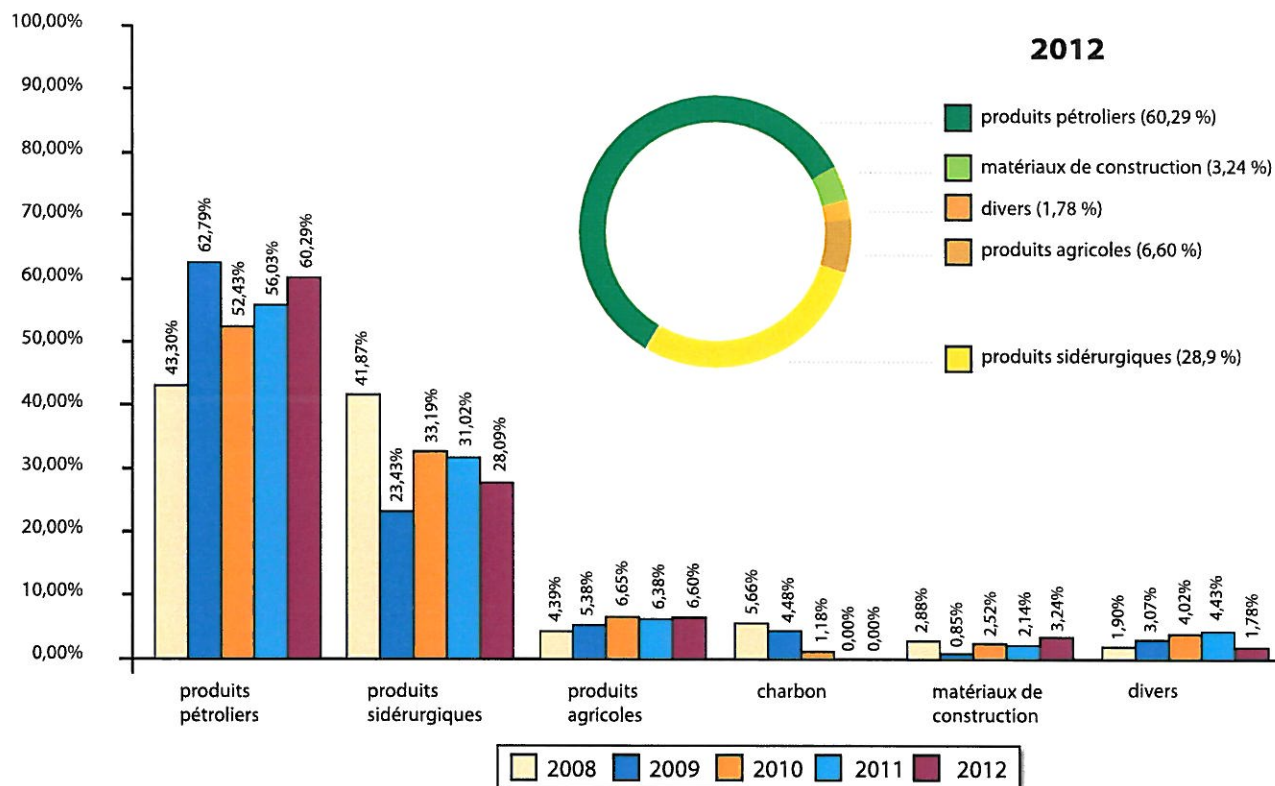




SOCIETE DU PORT DE MERTERT

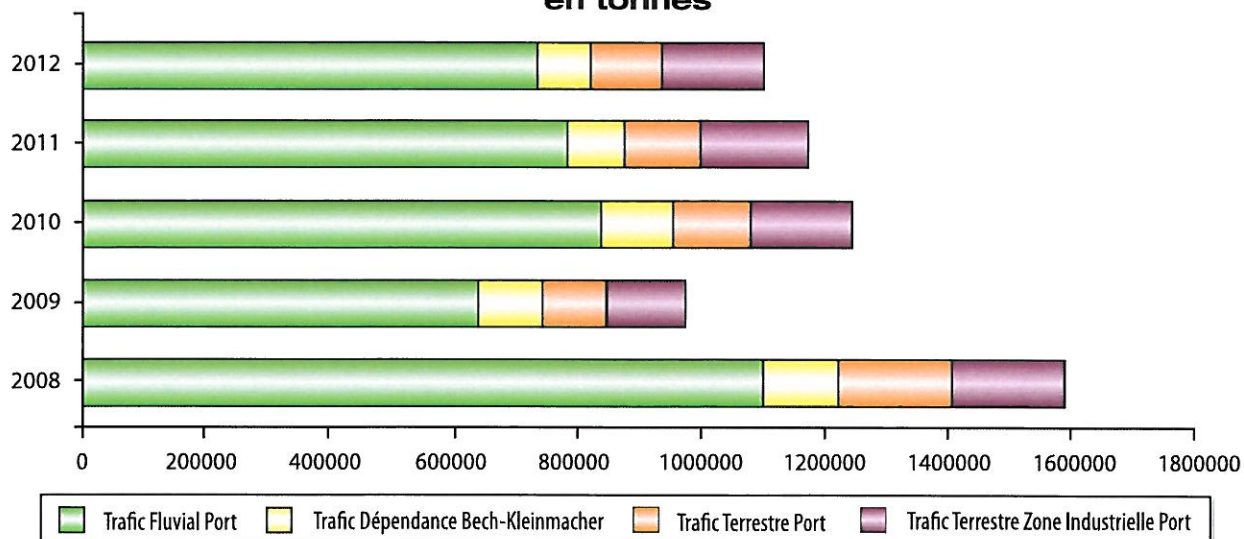
TRAFIC PORTUAIRE FLUVIAL PAR PRODUITS

en % du tonnage global
trafic dépendance Bech-Kleinmacher non compris



TRAFIC GLOBAL GENERAL

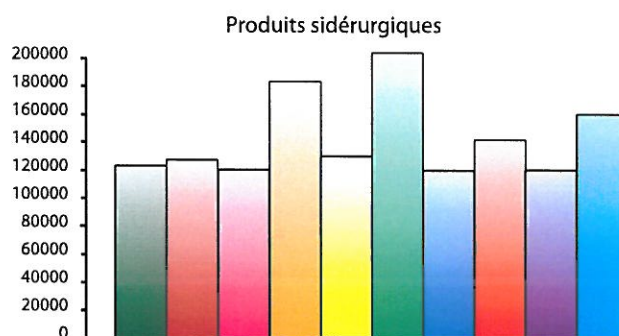
en tonnes



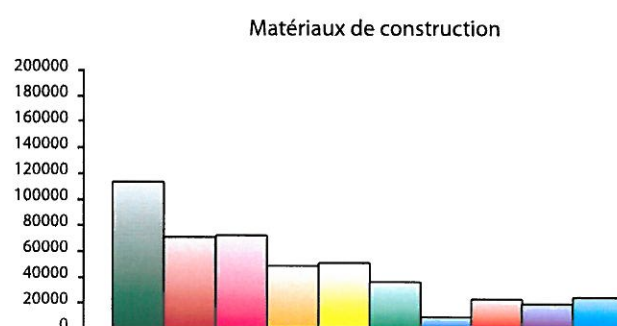
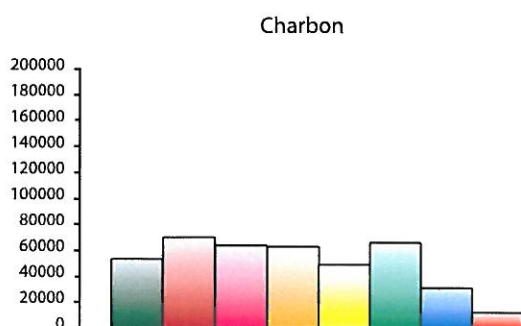
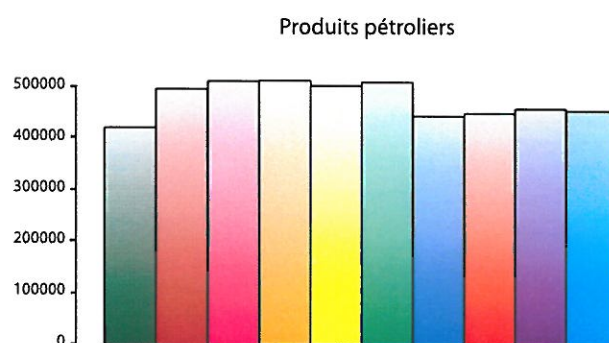
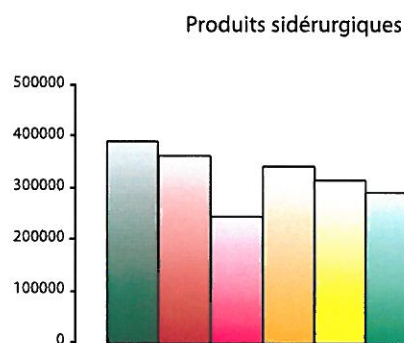
EVOLUTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

En tonnes

Exportations



Importations



SOCIETE DU PORT DE MERTERT S.A.
 B6698
 N° FISCAL : 1964 2200 197

B I L A N

A C T I F	31.12.2012	31.12.2011
C. ACTIF IMMOBILISE	172.456,40	187.500,97
I. Immobilisations incorporelles		
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires, s'ils ont été		
a) acquis à titre onéreux, sans devoir figurer sous C.I.3	38.333,92	39.100,60
II. Immobilisations corporelles		
2. Installations techniques et machines	134.122,48	148.400,37
D. ACTIF CIRCULANT	1.296.633,22	1.270.131,52
I. Stocks		
1. Matières premières et consommables	1.000,00	1.000,00
II. Créances		
1. Créances résultant de ventes et prestations de services		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	94.559,99	131.982,42
4. Autres créances		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	43.532,35	18.876,21
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	1.157.540,88	1.118.272,89
E. COMPTES DE REGULARISATION	1.960.119,80	1.996.262,04
- dont investissements faits à charge du fonds d'amélioration des conditions d'exploitation du port	1.954.547,57	
TOTAL ACTIF	3.429.209,42	3.453.894,53



SOCIETE DU PORT DE MERTERT S.A.
 B6698
 N° FISCAL : 1964 2200 197

B I L A N

P A S S I F	31.12.2012	31.12.2011
A. CAPITAUX PROPRES	3.400.519,09	3.354.765,63
I. Capital souscrit	250.000,00	250.000,00
IV. Réserves		
1. Réserve légale	25.000,00	25.000,00
V. Résultats reportés		
Fonds d'amélioration des conditions d'exploitation du port	953.163,14	894.916,22
Investissements antérieurs fonds d'amélioration	2.114.102,49	2.114.102,49
VI. Résultat de l'exercice	58.253,46	70.746,92
D. DETTES NON SUBORDONNÉES	28.690,33	99.128,90
4. Dettes sur achats et prestations de services		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	8.455,57	70.561,18
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		
a) Dettes fiscales	247,15	10.267,95
b) Dettes au titre de la sécurité sociale	2.365,68	3.221,92
9. Autres dettes		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	17.621,93	15.077,85
TOTAL PASSIF	3.429.209,42	3.453.894,53



ANNEXE AU BILAN

1. Méthodes d'évaluation

- a. Les postes de l'actif immobilisé ont été évalués sur base du prix d'acquisition, sauf la concession de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exploitation d'un port, figurant sous la rubrique "Immobilisations incorporelles". Lors de la constitution de la société en date du 3 juillet 1964, cet apport en nature a été évalué à 3.000.000 francs (74.368 euros). Il est amorti sur une durée de 99 ans, c'est-à-dire la durée de la concession.

2. Les points 2, 3, 4, 6, 13 et du paragraphe 1 de l'article 248 de la loi du 4 mai 1984 sont sans objet.

3. Aux termes de l'article 1er de la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert, les constructions et installations faites par la société sont la propriété de l'Etat.

NOTE CONCERNANT LES COMPTES FIDUCIAIRES

Le 31 décembre 1991 a eu lieu le remboursement de la dernière tranche des emprunts obligataire et bancaire 5,25% (1965/91). A la date précitée, le montant total des remboursements a égalé le montant total des

fonds engagés dans l'aménagement du Port de Mertert. Il s'ensuit que le compte "Droit de propriété de l'Etat Grand-Ducal" (art. 2 de la loi du 22.7.1963), lequel fut ajusté chaque année à concurrence du montant annuel des remboursements s'est soldé au 31.12.1991 et est inscrit pour mémoire (p.m.) aux comptes fiduciaires.

Du fait du remboursement intégral des dettes contractées pour compte de l'Etat, le compte "Créance sur l'Etat Grand-Ducal", qui résulte de la gestion d'affaires pour son compte aux termes de l'article 6 de la loi du 22.7.1963, s'est soldé de même et est inscrit pour mémoire (p.m.).

Les comptes "fonds étrangers engagés dans l'aménagement du port" et "remboursement sur fonds étrangers" sont maintenant dans la balance générale des comptes de la société, le premier avec un solde débiteur et le second avec un solde créditeur. Ces deux comptes se compensent mutuellement. Il en est de même des aménagements financés par fonds propres, c.-à-d. par le biais du fonds d'amélioration des conditions d'exploitation du port.

A noter que ce compte, ainsi que le compte "autofinancement" sont ajustés chaque année sur base du montant imputé annuellement au compte "fonds d'amélioration". Aux termes de l'article 1er de la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et



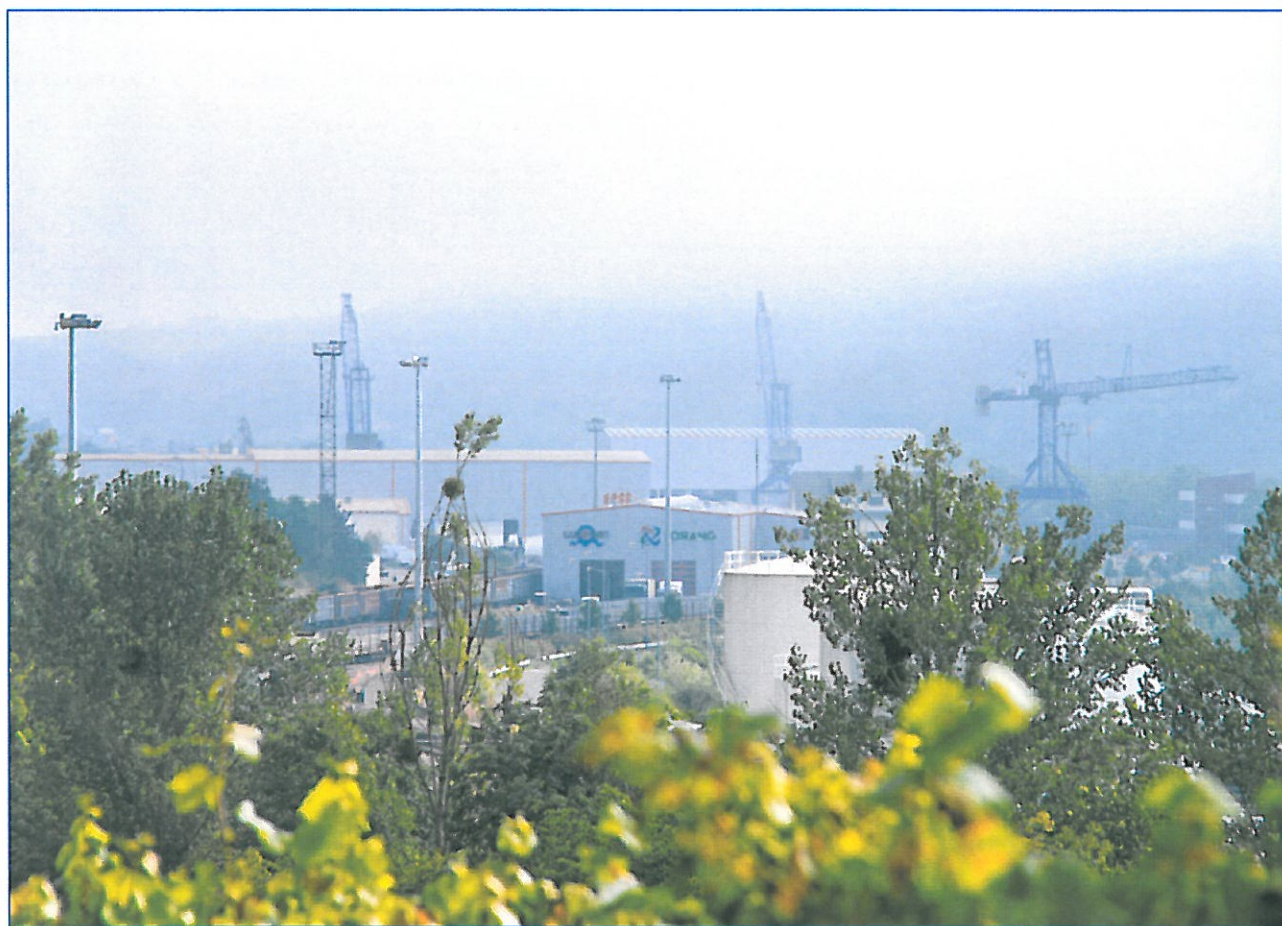
l'exploitation du Port de Mertert, ces investissements, tout comme les fonds étrangers, rentrent dans le patrimoine de l'Etat.

AFFECTATION DES RESULTATS 2012

Conformément aux statuts, et en considération que la réserve légale est intégralement constituée, nous vous proposons la répartition suivante des bénéfices:

- * distribution d'un dividende de 5%
12.500,00 €
- * fonds d'amélioration des
conditions d'exploitation
du port 45.753,46 €
- * bénéfice net suivant bilan au
31 décembre 2012 58.253,46 €

Mertert, le 15 mai 2013
Le Conseil d'Administration







SOCIETE DU PORT DE MERTERT

SOCIÉTÉ DU PORT DE MERTERT S.A.
 B6698
 N° FISCAL : 1964 2200 197

COMPTES DE PROFITS ET PERTES

A CHARGES		31.12.2012	31.12.2011
1.	Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	25.988,87	17.258,13
2.	Autres charges externes	155.406,21	169.883,06
3.	Frais de personnel		
a)	Salaires et traitements	112.691,12	101.678,33
b)	Charges sociales couvrant les salaires et traitements	8.907,00	8.668,08
c)	Pensions complémentaires	13.806,06	13.469,40
4.	Corrections de valeur		
a)	sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	15.044,57	16.761,18
5.	Autres charges d'exploitation	102.280,40	94.498,54
9.	Charges exceptionnelles	61,50	412,20
11.	Autres impôts ne figurant pas sous le poste ci-dessus	16.480,00	16.480,00
12.	Résultat de l'exercice	58.253,46	70.746,92
TOTAL CHARGES		508.919,19	509.855,84



SOCIETE DU PORT DE MERTERT S.A.
 B6698
 N° FISCAL : 1964 2200 197

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

B PRODUITS	31.12.2012	31.12.2011
1. Montant net du chiffre d'affaires	237.609,27	236.682,93
5. Autres produits d'exploitation	255.420,65	259.884,93
8. Autres intérêts et autres produits financiers		
b) Autres intérêts et produits financiers	15.889,27	13.287,98
TOTAL PRODUITS	508.919,19	509.855,84



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

ARRETES AU 31 DECEMBRE 2012

Note 1. Généralités

1.1. Constitution

L'administration et l'exploitation du Port de Mertert sont concédées à une société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SOCIETE DU PORT DE MERTERT SA, constituée le 3 juillet 1964 avec siège social à Mertert ; la société finit avec la concession d'exploitation.

La concession a pris cours le 4 août 1963 et se termine le 3 août 2062.

1.2. Nature des activités

La société a pour objet principal l'administration et l'exploitation du Port de Mertert. La société peut conclure des contrats de sous-concession et de location aux conditions à fixer par elle.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

2.2. Conversion des devises

La société tient sa comptabilité en EUR; le bilan ainsi que le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette devise.

Toutes les transactions exprimées dans une devise autre que l'EUR sont enregistrées en EUR au cours de change en vigueur à la date de transaction. Les frais d'établissement et les immobilisations exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis en EUR au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. A la date de clôture, ces immobilisations restent converties au cours de change historique.

Les avoirs en banque sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement à la valeur convertie au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules les pertes de change non réalisées sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes. Les gains de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation.

Les produits et les charges en devises autres que l'EUR sont convertis en EUR au cours de change en vigueur à la date des opérations.



2.3. Modes d'évaluation

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections de valeur. Ces dernières sont calculées en fonction de la durée d'utilisation des immobilisations corporelles sur base d'un amortissement linéaire.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué éventuellement de correction de valeur pour tenir compte d'une dépréciation durable.

Les évaluations sont faites sur base des derniers états financiers disponibles le jour de l'arrêté des comptes.

Les stocks sont évalués en application de l'article 245 de la loi sur les sociétés commerciales.

Les créances de l'actif circulant sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction de valeur est pratiquée lorsque la valeur estimée de réalisation est inférieure à la valeur nominale.

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

2.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions à constituer pour couvrir les risques et charges prévisibles sont examinées à la fin de chaque exercice en tenant compte des principes de prudence, de sincérité et de bonne foi.

Note 3. Immobilisations incorporelles

Tableau d'amortissement récapitulatif	2012	2011
Valeur d'acquisition		
A l'ouverture de l'exercice	79.617,21	79.617,21
Acquisitions	0,00	0,00
Sorties	0,00	0,00
A la clôture de l'exercice	79.617,21	79.617,21
Amortissements		
A l'ouverture de l'exercice	40.516,61	39.487,53
Dotation de l'exercice	766,68	1.029,08
Annulation dotations des sorties de biens	0,00	0,00
A la clôture de l'exercice	41.283,29	40.516,61
Valeur nette comptable		
A l'ouverture de l'exercice	39.100,60	40.129,68
A la clôture de l'exercice	38.333,92	39.100,60

Les taux d'amortissement linéaires pratiqués tiennent compte de la durée de vie économique estimée de chaque bien.



Note 4. Immobilisations corporelles

Tableau d'amortissement récapitulatif	2012	2011
Valeur d'acquisition		
A l'ouverture de l'exercice	345.572,20	345.572,20
Acquisitions	0,00	0,00
Sorties	0,00	0,00
A la clôture de l'exercice	345.572,20	345.572,20
Amortissements		
A l'ouverture de l'exercice	197.171,83	181.439,73
Dotation de l'exercice	14.277,89	15.732,10
Annulation dotations des sorties de biens	0,00	0,00
A la clôture de l'exercice	211.449,72	197.171,83
Valeur nette comptable		
A l'ouverture de l'exercice	148.400,37	164.132,47
A la clôture de l'exercice	134.122,48	148.400,37

Les taux d'amortissement linéaires pratiqués tiennent compte de la durée de vie économique estimée de chaque bien.

Note 5. Immobilisations financières

au 31/12/2012 la société détenait les participations (minimum 20% du capital social) suivantes:

Dénomination	% de capital détenu	Capitaux propres au 31/12/2012	Prix d'acquisition	Résultat de l'exercice 2012
--------------	---------------------	--------------------------------	--------------------	-----------------------------

néant

Aucune correction n'a été enregistrée au 31/12/2012

Les autres prêts figurent au bilan à leur valeur nominale.

Note 6. Capital souscrit

Le capital souscrit au 31/12/2012 est de 250.000€ divisé en 2.000 actions d'une valeur nominale de 125€ chacune

Note 7. Autres réserves

Les autres réserves ne sont constituées que de réserves non directement distribuables en application du 8a de la Loi sur l'Impôt sur la Fortune.



Note 8. Affectation du résultat

Le résultat de l'exercice 2012 soit un bénéfice de sera affecté comme suit	58.253,46€
Résultat reportés	45.753,46€
Réserve légale	0,00€
Réintégration réserve impôt sur la fortune	0,00€
Réserve impôt sur la fortune	0,00€
Distribution du bénéfice	12.500,00€

Note 9. Dettes

Les dettes de la société dont la durée résiduelle est supérieure à 5 ans sont les suivantes:

néant

Note 10. Exercices antérieurs

Etant donné que la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert avait reconfirmé que la propriété des constructions et installations financées par la société du Port de Mertert SA revient à l'Etat, ces investissements ont été déduits jusque 2005 inclus directement du poste fonds d'amélioration des conditions d'exploitation du port.

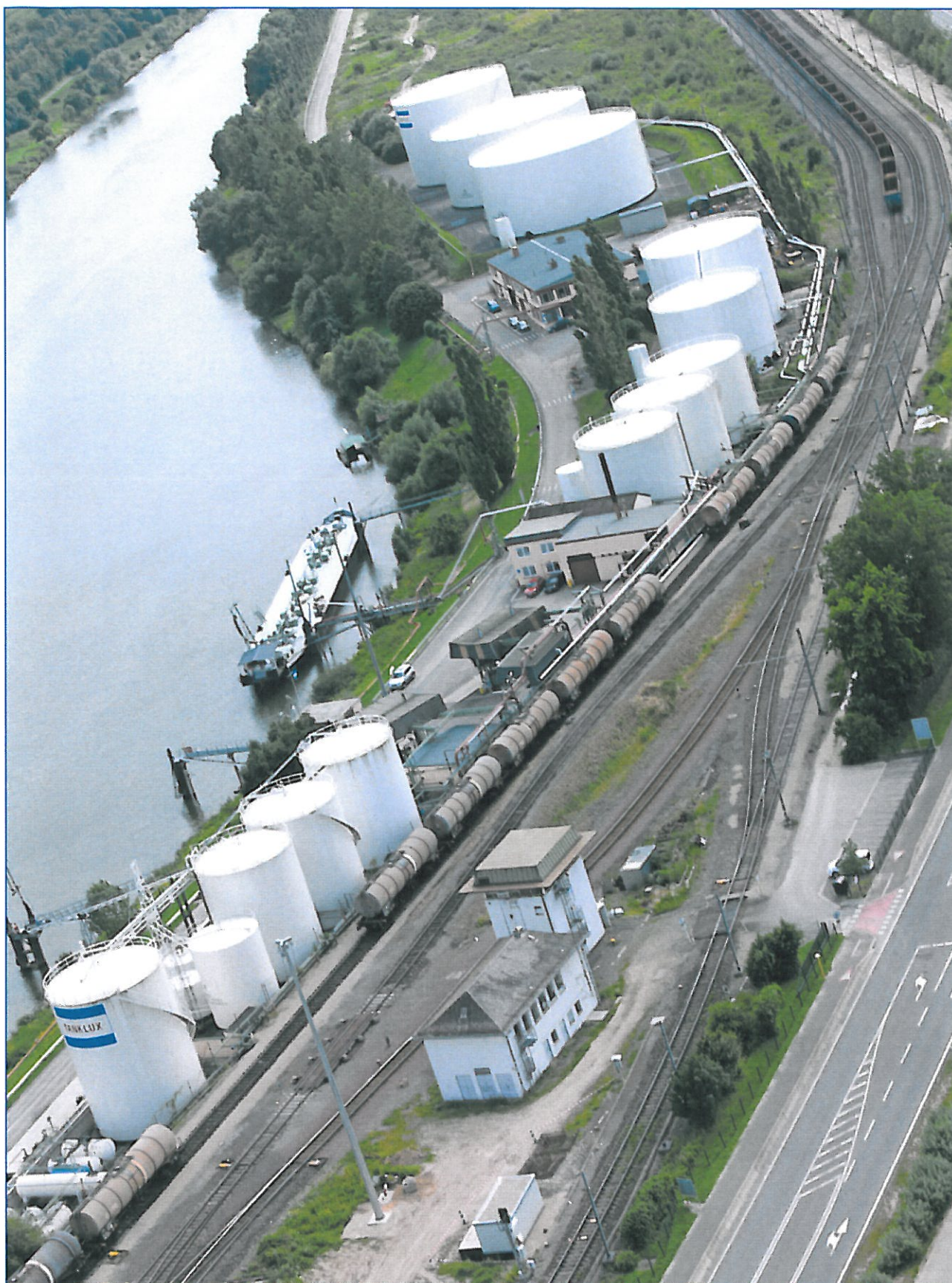
Ils n'ont donc pas fait l'objet d'une inscription à un poste d'actif et n'ont pas été pris en compte dans le compte de résultats.

Sur recommandation du Conseil d'Administration il a été décidé d'intégrer à partir de l'année 2009, les investissements faits à charge du fonds d'amélioration des conditions d'exploitation du port dans les comptes annuels de la SOCIETE DU PORT DE MERTERT S.A.

Etant donné que le contrat de concession prévoit «que les terrains nécessaires seront fournis par l'Etat. Ils resteront sa propriété, de même que les installations qui y seront construites par la société», il a été décidé d'étaler ces investissements sur la période restante du contrat de concession soit 53 ans.

Par conséquent le tableau d'étalement a été repris au 01.01.2009 dans un compte de «régularisation actif» en contrepartie des capitaux propres.





RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2013

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article 27 des statuts, le Collège des Commissaires a procédé aux vérifications légales et statutaires du bilan au 31 décembre 2012 et du compte de profits et pertes de l'exercice 2012.

Le collège des commissaires de surveillance note que l'article 5 de la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert ainsi que l'article 15 des statuts de la Société du Port de Mertert S.A. stipulent notamment que «les opérations de la société sont surveillées par deux commissaires de surveillance».

Il a contrôlé la concordance de ces documents avec les écritures comptables et vérifié l'exactitude des comptes par voie de sondage et par confrontation avec les pièces justificatives. Ces vérifications n'ont rien révélé qui puisse donner lieu à observation.

En conséquence, le Collège des Commissaires recommande à votre approbation dans leur forme actuelle, le bilan et le compte de profits et pertes ayant clôturé l'exercice 2012.

Luxembourg, le 24 avril 2013
Le Collège des Commissaires





SOCIÉTÉ DU PORT DE MERTERT
Société anonyme